

3

11 septembre :
vu de Plattsburgh
et de l'UQAM



4

Place aux jeunes... chercheurs :
Lucie Desjardins, sémiologue

5

Luc Noppen, un grand
nom du patrimoine
urbain au Québec



Sciences de l'éducation : l'éclatement

Claude Gauvreau

Le Département des sciences de l'éducation, sous tutelle depuis mai 2001, s'est divisé en deux unités autonomes qui deviendront éventuellement deux nouveaux départements. En effet, le plus important département de l'UQAM en termes d'effectifs (une soixantaine de professeurs) compte désormais deux regroupements de professeurs, l'un en «didactique et pédagogie», l'autre, en «éducation spécialisée et éducation des adultes». Depuis plusieurs mois, le département rencontre de sérieuses difficultés à organiser son développement académique et à assurer sa gestion normale. Aussi, en mai dernier, le Conseil d'administration de l'UQAM nommait à sa tête un administrateur

tous des professeurs en sciences de l'éducation, mais nous croyons qu'il y a un intérêt à se diviser en deux départements plus petits afin de resserrer les liens entre les professeurs et de rapprocher les départements des programmes d'études».

Pourquoi la tutelle ?

Selon Mme Gaudreau, l'ampleur et la diversité des activités ont conduit à une situation qui n'était plus gérable. De plus, avec les nombreux départs à la retraite, le département a perdu au cours des trois dernières années une trentaine de professeurs. Certains ont été remplacés, mais pas tous, entraînant ainsi une charge de travail alourdie pour les professeurs plus jeunes déjà investis dans de nombreuses tâches de formation et de recherche. «Plusieurs se sentaient



Robert Doré



Louise Gaudreau



Julien Bilodeau

Photos : Sylvie Trépanier

délégué, le professeur Julien Bilodeau du Département des sciences comptables.

Rappelons que la Faculté d'éducation, la plus complète au Québec, forme plus de 30 % des enseignants de la province et jusqu'à 60 % de ceux de la région montréalaise. Afin de mieux comprendre la nature des problèmes, le *Journal* a rencontré à une même table le responsable de la tutelle, Julien Bilodeau, le directeur élu du regroupement des professeurs en éducation spécialisée et en éducation des adultes, Robert Doré, ainsi que Louise Gaudreau du regroupement didactique et pédagogique.

Un trop gros département

Comme le rappellent Louise Gaudreau et Robert Doré, ce sont les professeurs eux-mêmes qui, le printemps dernier, avaient demandé que le département soit mis en tutelle. Ils s'étaient aussi prononcés en faveur d'une division du département, dans une proportion de 75 %, lors d'un référendum. Comment en est-on arrivé là? Déjà dans les années 70, explique Mme Gaudreau, il avait été question de découper le département en plusieurs unités. «Il est plutôt étrange, raconte-t-elle, d'avoir deux départements seulement – éducation et kinanthropologie – dans une faculté comme la nôtre qui compte près de 5 000 étudiants, 22 programmes d'études, et un corps enseignant, si l'on ajoute nos collègues de kinanthropologie, de 80 professeurs réguliers et d'une centaine de chargés de cours. On n'a qu'à comparer avec la Faculté des sciences humaines qui regroupe elle aussi plusieurs programmes mais avec un nombre plus élevé de départements».

Pour Robert Doré, la grosseur même du département représentait aussi le problème principal. «Bien sûr, dit-il, nous sommes

dépassés par l'ampleur des contraintes administratives et le morcellement des tâches, sans compter l'épuisement physique et les difficultés inter-relationnelles. Bref, la lassitude et le mécontentement se sont installés jusqu'à ce que les professeurs demandent formellement la tutelle».

Après le référendum sur la départementalisation, ajoute M. Doré, il s'est dessiné trois, puis deux regroupements dont l'un – le sien – avait un plus fort désir de se départementaliser. Une opération de ce type avait déjà été tentée en 1993-1994, rappelle-t-il. «Les gens avaient donc fait un exercice de réflexion sur qui nous sommes, qui nous voulons être et où nous voulons aller. Certains parmi eux ne voulaient pas de la tutelle et considéraient qu'ils étaient suffisamment organisés pour se constituer en département».

Séparation et négociation

Mme Gaudreau reconnaît la légitimité de la démarche entreprise par ses collègues. «Mais, souligne-t-elle, nous, les professeurs du champ didactique et pédagogique, disons que nous n'avons pas à nous battre pour exister. Nous demeurons un département avec une variété de champs d'études et un nombre relativement important de professeurs». Une vision qui n'est pas nécessairement partagée par tout le monde dans l'autre regroupement. «Ce qui se passe actuellement, précise M. Doré, est la suite logique du vote en faveur de la départementalisation. Il n'y a pas un département des sciences de l'éducation qui continue d'exister même si un de ses morceaux se détache. Nous sommes deux à nous séparer et nous allons nous asseoir pour discuter et négocier».

Bonnes notes, mauvaises notes

Anne-Marie Brunet

Pierre-Paul Lavoie vient de déposer son rapport annuel au CA. Il s'agit de son quatrième depuis qu'il a été nommé au poste d'ombudsman en 1997. Quelle est la portée véritable des recommandations de cet homme qui, dans l'exercice de ses fonctions, jouit d'une liberté totale d'action et n'a de compte à rendre qu'au Conseil d'administration de l'Université?

On se rappellera que Denise Pelletier, la prédécesseuse de M. Lavoie, avait obtenu que la direction fasse rapport au Conseil d'administration des suites qu'elle entendait donner aux recommandations figurant au rapport annuel de l'ombudsman. «Plus des deux tiers de mes recommandations de l'année dernière ont été accueillies favorablement par la direction et ont débouché sur des actions concrètes, précise-t-il. Le tiers restant n'a pas été ignoré pour autant. On y travaille en ce moment.»

Parmi les améliorations découlant de ses recommandations de l'an dernier, il note une baisse du nombre de dossiers relatifs à l'encadrement et aux services directs aux étudiants, qui sont passés de 100 à 83. Au chapitre de la perception des frais de scolarité, 44 dossiers ont été constitués en 2000-2001 contre 68 l'année dernière et 94 l'année précédente. Ces résultats s'expliquent fort probablement, selon M. Lavoie, par les efforts concertés des personnels de l'UQAM pour améliorer les services aux étudiants.

Toujours les notes

L'évaluation des études demeure toutefois un problème endémique qui, année après année, suscite le plus grand nombre de requêtes. Depuis son entrée en fonction, l'ombudsman en a fait son cheval de bataille. «Les notes c'est le salaire de l'étudiant. Il y a droit au moment prévu par le règlement. C'est une question d'équité et de justice.»

Le problème des retards dans la remise de notes serait non seulement généralisé et endémique, mais spécifique à l'UQAM. Dans les autres universités québécoises, il ne semble pas poser problème. Selon des statistiques compilées par le Registrariat depuis l'hiver 1999, à peine 25 % des notes des groupes-cours sont remises à temps; 55 % après une semaine de retard; 75 % après deux semaines de retard; 82 % après trois semaines; et 86 % après quatre semaines. Après un mois, il reste encore 15 % de notes qui n'ont pas été reçues au Registrariat, retardant d'autant le cheminement académique de l'étudiant, l'émission des bulletins, etc. La raison principale invoquée par les professeurs est que le temps de correction est trop court. À la session d'automne, s'ajoute le congé de Noël qu'ils ne veulent pas amputer.

L'évaluation des mémoires et des thèses subit des retards plus importants encore – pouvant aller jusqu'à plusieurs mois – occasionnant des préjudices réels aux étudiants en ce qui a trait à l'octroi de leur diplôme ou à leur insertion professionnelle sur le marché du travail.

Même si le problème subsiste, M. Lavoie a vu une volonté de changement très forte. «Nous sommes sur la bonne voie, il y a des initiatives très positives un peu partout à l'UQAM.» L'une de celles-

Voir Tutelle en page 2

Voir Notes en page 2

Z O M

Prix littéraire
de la Ville de
Montréal

Mme **Régine Robin**, professeure au Département de sociologie, a remporté le Prix littéraire de la Ville de Montréal pour son essai *Berlin chantiers* qui porte sur la mémoire collective et le devenir du passé. Le prix, accompagné d'une bourse de 15 000 \$, vise à récompenser tant les essais que les romans ou la poésie. Quelque 250 ouvrages avaient été soumis aux membres du jury. Historienne et écrivaine, Mme Robin se définit elle-même comme un «flâneur sociologique». Son essai propose d'ailleurs des «ballades» aussi bien dans l'histoire que dans l'espace urbain, dans le discours social que dans la littérature.

Distinction de
la République
française

Monique Lebrun-Brossard, professeure au Département de linguistique et de didactique des langues, vient de se voir décerner par Catherine Tasca, ministre de la Culture et de la Communication de la République française, le grade de Chevalier dans l'ordre des Arts et des Lettres. Cette distinction lui a été remise en raison de son implication dans la Fédération internationale des professeurs de français de 1988 à 2000. Madame Lebrun-Brossard était jusqu'à tout récemment vice-présidente de cet organisme international qui regroupe des enseignants de français langue maternelle, seconde ou étrangère oeuvrant dans plus de cent pays et qui est l'un des opérateurs de la Francophonie. Elle a, à ce titre, en plus de ses fonctions administratives au sein de la Fédération, dirigé des projets portant sur les objectifs socio-culturels des programmes de français, sur l'enseignement des contes dans une perspective culturelle, et sur la prise en compte de l'aspect inter-culturel dans la classe de français.

Médaille d'or
du Gouverneur
général

Karine Monique, (Maîtrise en théâtre) a reçu la *Médaille d'or du Gouverneur général* pour la qualité exceptionnelle de son mémoire intitulé *De l'idéogramme au corps : parcours d'une fragmentation du corps de l'acteur dans le théâtre japonais*. Son travail se distingue par l'excellence de la réflexion, l'originalité du sujet de recherche, l'apport pertinent du sujet pour les études théâtrales, la rigueur et la cohérence de l'argumentation. Active et engagée au cours de ses études, Mme Monique a été membre du comité organisateur du Colloque des 20 ans de la maîtrise en théâtre tenu à l'hiver 2000 et conceptrice et rédactrice de la brochure du Département de théâtre qui vient tout juste d'être éditée.

Une bourse
en finance

L'Institut de finance mathématique de Montréal a remis une bourse d'excellence de 20 000 \$ à **Greg N. Gregoriou**, étudiant au doctorat en administration, profil finance, à l'École des sciences de la gestion. Cette bourse, renouvelable deux fois, est attribuée à un étudiant à temps plein s'étant démarqué de façon exceptionnelle dans son parcours universitaire. M. Gregoriou est spécialiste des *Hedge Funds* ou fonds de couverture, produits qui ont de faibles corrélations avec les marchés boursiers. Un de ses textes a été retenu en mai dernier par l'Association des sciences administratives du Canada (ASAC), comme meilleur texte rédigé par un étudiant en finance. En plus d'être coauteur d'un ouvrage, M. Gregoriou est reconnu pour ses nombreux articles publiés dans des revues spécialisées.

...Tutelle (suite de la page 1)

Quant à Julien Bilodeau, il est clair pour lui que dans une situation où le tiers environ des effectifs d'un département exprime le désir de se séparer, cela oblige toutes les parties à se redéfinir et à se renouveler. «Quand on s'engage dans un tel processus, c'est parce que chacun des groupes aspire à être davantage homogène et à assumer un leadership en matière de direction des programmes et de développement de la recherche».

Les étapes à franchir

«Il ne faut pas croire que nous sommes à couteaux tirés, tient à préciser Mme Gaudreau. Nous continuons

de travailler ensemble. Nous ne sommes pas deux groupes en guerre l'un contre l'autre, mais deux groupes en recherche d'identité». Du côté du regroupement de M. Doré, les professeurs tiennent déjà des assemblées mensuelles et se sont partagé des dossiers. «Nous espérons devenir un département le plus rapidement possible», soutient-il.

Le mandat de M. Bilodeau se termine le 31 mai 2002. D'ici là, chaque regroupement aura à définir sa mission et comment il entend s'organiser et se développer. Il faudra négocier le partage des cours et des règles

de fonctionnement. Dans le regroupement didactique et pédagogie, le professeur Serge Séguin a été nommé coordonnateur afin d'aider le groupe à bâtir sa cohésion sur le plan des objectifs et de la mission.

Précisons que la Commission des études aura bien sûr à se prononcer sur l'ensemble du processus. Comme le souligne M. Bilodeau, tout cela va demander beaucoup de souplesse. «Quand il y a un conflit, conclut-il, il faut le vivre en apprenant à régler les problèmes de bonne foi».

...Notes (suite de la page 1)

là a été de devancer (à titre expérimental) le calendrier académique d'une semaine à l'automne pour laisser plus de temps aux professeurs et chargés de cours de remettre leurs notes avant la période de Noël, la session d'automne étant la plus problématique de toutes. La Commission des études du 13 novembre dernier a aussi mis sur pied un groupe de travail sur la remise de notes pour essayer d'attaquer le problème à sa racine.

Racisme et discrimination

Sujet délicat, s'il en est, la discrimination raciale existe dans notre université. Depuis les événements du 11 septembre, M. Lavoie a observé davantage de cas de discrimination notamment envers des personnes d'origine maghrébine. «Il faut être plus attentif pour qu'il n'y ait pas d'augmentation du racisme. Les mesures à prendre ne sont pas compliquées et peuvent prendre la forme de débats-midi, de spectacles, de colloques, etc. Nous devons apprendre à nous connaître. Je pense que c'est la clé. Beaucoup de problèmes viennent de la méconnaissance des uns et des autres. Nous accueillons des étrangers, il faut le voir comme un enrichissement.»

En mai 2000, l'UQAM adoptait la *Charte des droits et des responsabilités des étudiantes et étudiants*. «Si je ne devais être fier que d'une seule chose, ce serait de celle-là, précise-t-il. Elle facilite énormément mon travail et je m'y réfère presque quotidiennement parce qu'elle apporte des arguments irréfutables dans le règlement de certains cas.» M. Lavoie veut maintenant faire la promotion de cette charte qui selon lui devrait être connue par tous les membres de la communauté uqamienne, de la même manière que tous les citoyens devraient connaître la Charte des droits et libertés de la personne.

Les bienfaits du Web

Dans un précédent rapport, l'ombudsman avait déjà signalé un changement dans le volume des demandes qu'il attribuait à l'utilisation croissante du courrier électronique. L'implantation du site Web du Bureau de l'ombudsman en septembre 2000 a reçu, entre le 17 janvier et le 31 mai 2001, 710 visites. Il a complètement modifié



Photo : Sylvie Trépanier

Pierre-Paul Lavoie.

la nature des consultations et des plaintes. «Les gens téléphonent beaucoup moins pour obtenir de l'information car ils peuvent maintenant l'obtenir sur le site. Quand ils le font, ils sont prêts à passer tout de suite à l'étape du dépôt de la plainte formelle.»

En 2000-2001, les plaintes sont passées de 126 à 158. Or cette augmentation est importante, si l'on considère qu'une demande d'information dure en moyenne une quinzaine de minutes alors qu'une plainte demande plusieurs heures de travail (enquête, recherche de nature juridique, formulation de recommandations, échanges épistolaires, etc.)

De lourdes responsabilités pèsent sur les épaules de l'ombudsman. Il lui faut parfois défendre les intérêts de la clientèle contre l'institution. Comme un juge, il doit rester neutre, ne pas prendre partie ni pour l'un, ni pour l'autre. Son travail est très solitaire et la pression psychologique est parfois très forte. «Certains problèmes peuvent nous tourmenter et on ne peut en parler à personne à cause de la nécessité de confidentialité.» M. Lavoie est très heureux de la création récente d'une association pour les ombuds-

mans qui apporte soutien et information à ses membres.

Depuis qu'il est en poste, M. Lavoie a beaucoup contribué à faire connaître sa fonction qui lui apparaît comme incontournable dans une institution comme l'UQAM. «L'ombudsman, c'est le seul rempart entre l'individu et l'institution.» L'UQAM a été la première université québécoise francophone à créer cette fonction. En Amérique du Nord, la tendance va de plus en plus vers l'adoption de ce mode alternatif de résolutions de conflits. «Je pense qu'il représente l'avenir, parce qu'il est souple, informel et gratuit. Comme le disait récemment une de mes clientes, c'est une justice douce.»

Sur Internet :

www.unites.uqam.ca/ombud/

L'UQAM

Le journal *L'UQAM* est publié par le Service de l'information et des relations publiques (SIRP), directrice Josette Guimont.

Université du Québec à Montréal,
Case postale 8888, succ. Centre-ville,
Montréal, Qué., H3C 3P8

Directrice du journal (2001-2002) :
Angèle Dufresne

Rédaction : Anne-Marie Brunet,
Claude Gauvreau, Céline Séguin
Photos : Andrew Dobrowolskyj,
J.-A. Martin, Sylvie Trépanier
Graphisme : André Gerbeau (SIRP)
Publicité : Rémi Plourde (987-4043)
Impression : Payette & Simms
(Saint-Lambert)

Adresse du journal :
pavillon Judith-Jasmin J-M 330
Téléphone : 987-6177
Adresse courriel : journal.uqam@uqam.ca
Version Web (*L'UQAM branché*) :
<http://www.medias.uqam.ca/>

Politique éditoriale et tarifs publicitaires
sur le site Web du journal *L'UQAM* à
<http://www.medias.uqam.ca/>

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216

Les textes de *L'UQAM* peuvent être
reproduits, sans autorisation, avec
mention obligatoire de la source.

Témoignage

L'Amérique sur le divan

Claude Gauvreau

«Douze de mes étudiants ont été appelés par l'armée. L'un deux, avant de partir, est venu me saluer en me disant : *je m'en vais et je ne sais pas si c'est pour six mois ou pour deux ans. Je n'ai pas le choix*». Celui qui raconte cette anecdote est Donald Cuccioletta, professeur depuis cinq ans à l'Université d'État de New York à Plattsburgh et chargé de cours au Département d'histoire de l'UQAM. M. Cuccioletta, membre également de l'Observatoire sur les États-Unis à la Chaire Raoul-Dandurand, nous parle ici de l'évolution de la situation aux États-Unis depuis les attentats du 11 septembre et de la réaction des Américains à l'intervention militaire en Afghanistan.

Le temps des questionnements

«Au cours des deux semaines qui ont suivi les événements, explique M. Cuccioletta, la stupeur et l'incrédulité dominaient. Comment se fait-il, se disaient les Américains, que de telles choses soient survenues sur notre propre sol? Puis, une vague de patriotisme a déferlé emportant sur son passage même les éléments les plus modérés du gouvernement et de la société américaine. On sentait une volonté de riposter, de traquer et de trouver les responsables. Mais, depuis la fin octobre, les universitaires, les journalistes et de nombreux autres citoyens se questionnent : combien de temps vont durer les frappes militaires en Afghanistan? Allons-nous envoyer des troupes sur le terrain? Va-t-on réussir à neutraliser Ben Laden? Notre stratégie est-elle la bonne?»

Un peu partout, sur les campus universitaires, des *teach-ins*, dignes des années 60, se multiplient sur des sujets allant du terrorisme jusqu'à la mondialisation, en passant par la politique étrangère américaine. «À l'université où j'enseigne, un de ces *teach-ins* a rassemblé 3 000 étudiants. Pendant les quatre heures de débats et de témoignages, pas un seul étudiant n'est intervenu pour dire qu'il fallait mettre à feu et à sang l'Afghanistan. Ils s'interrogeaient plutôt sur le sens des événements, la nécessité de bombarder un pays aussi démuni, et sur le rôle que pouvait jouer leur pays, en tant que superpuissance, pour tenter d'enrayer la pauvreté et les injustices dans le monde».

Le spectre du Vietnam...

Le souvenir de la guerre du Vietnam est encore frais dans la mémoire des Américains, souligne M. Cuccioletta. «Les pères de la moitié de mes étudiants ont fait cette guerre. Jamais, ils n'en parlaient à la maison. Mais maintenant, oui». Si le gouvernement Bush décide d'envoyer des troupes sur le terrain pour une longue période de temps, soutient-il, les gens



Photo : Andrew Dobrowskyj

Donald Cuccioletta, chargé de cours au Département d'histoire.

vont exiger des comptes. «*Quand va-t-on ramener nos boys?* Après le Vietnam, c'est la question qui toujours surgissait à chaque fois que les États-Unis intervenaient militairement, que ce soit à la Grenade, à Panama, ou dans le Golfe persique».

Même si Ronald Reagan a aboli le service militaire obligatoire, rappelle M. Cuccioletta, de nombreux jeunes, surtout parmi les moins fortunés, s'engagent dans l'armée sur une base volontaire pendant deux ou trois ans. En vertu du *G. I. Bill*, instauré par le président Truman, en 1947, l'armée américaine peut défrayer une partie des coûts reliés aux études universitaires pour ceux qui ont déjà servi dans ses rangs. Cependant, une fois que l'on a quitté l'armée, on se retrouve sur une liste d'appel, en cas de besoin, pendant une période de huit ans.

...et de la récession

Que ce soit à Omaha, à Seattle ou à Phoenix, la vie continue et les Américains n'ont pas cessé de consommer et de faire des sorties. Toutefois, ajoute M. Cuccioletta, les gens voyagent beaucoup moins par avion à l'intérieur du pays, par crainte des attentats bien sûr, mais aussi

pour des raisons d'argent. «Les Américains sont très pragmatiques. Actuellement, c'est le spectre de la récession qui les préoccupe le plus. Il faut comprendre qu'ils ne bénéficient pas, comme les Canadiens, d'un filet de sécurité sociale. Ils sont nombreux à avoir deux emplois et à travailler 50 à 60 heures par semaine. Si la situation économique continue de se dégrader, de plus en plus de personnes vont demander à l'État pourquoi il dépense autant d'argent pour livrer une guerre coûteuse à des milliers de kilomètres».

Ainsi, l'Amérique est inquiète et se questionne, affirme Donald Cuccioletta. Beaucoup de citoyens cherchent à comprendre le sens des événements et sont avides de connaissances. Comme le rapportait récemment le *Los Angeles Times*, le site Internet de l'Institut du Moyen-Orient de Washington, visité en moyenne 8 000 fois par jour, a dépassé les 50 000 consultations quotidiennes depuis les attentats. Et les livres sur les Talibans, les Palestiniens et l'Islam grimpent dans la liste des *best-sellers*. C'est que les Américains, connus pour leur ignorance relative du reste du monde, ont vu leur isolement voler en éclats un certain 11 septembre.

Centraide-UQAM

Il faut dépasser l'objectif !

Pourquoi donner à Centraide-UQAM? «Parce que c'est facile», répond Benoit Corbeil, directeur de la campagne Centraide 2001-2002. «On retourne son bordereau-réponse, et c'est fait, on ne voit même pas vraiment l'effet de la retenue sur la paie. De janvier à décembre, le montant net de notre chèque change constamment, au point qu'on ne sait pas exactement de combien il devrait être. Une retenue de plus ou de moins ne paraît pas tellement.»

Une partie importante de la campagne Centraide à l'UQAM est axée sur le don régulier, sous forme de retenue sur la paie. Chaque employé régulier et chaque retraité a déjà reçu, en début de campagne, un bordereau à cet effet. «Ce bordereau, il faut le remplir et nous le retourner à chaque année, souligne Benoit Corbeil, même si on l'a fait l'an dernier. Le don à la source n'est pas renouvelé automatiquement.»

Chaque donateur peut aussi utiliser ce bordereau pour cibler un secteur d'aide, ou encore, un ou deux organismes qu'il souhaite soutenir plus particulièrement. Un choix difficile, lorsque l'on sait que Centraide du Grand Montréal appuie financièrement plus de 325 organismes, qui œuvrent dans des domaines aussi variés que l'économie familiale (ACEF), la prévention de la délin-



quance et du décrochage, le support à l'autonomie des personnes âgées, ou l'amélioration des conditions de vie des femmes.

Pour ce faire, Centraide compte amasser cette année 38 millions \$ dans le Grand Montréal. De cette somme, à peine 12 % sera alloué aux frais de campagne et d'administration, grâce à une gestion serrée et à l'action de nombreux bénévoles. Tout le reste est versé directement aux organismes, qui profitent ainsi de plus de temps pour remplir leur mission première d'«aider les gens», comme le rappelle cette année le slogan de la campagne montréalaise.

«Donner ailleurs, c'est bien», de souligner Benoit Corbeil. «Mais si vous n'avez pas encore donné, pourquoi ne pas le faire chez nous?» La campagne UQAM, lancée le 17 octobre dernier lors du traditionnel petit-déjeuner Centraide, s'est fixé un objectif de 90 000 \$, soit le même que l'an dernier, alors que 92 000 \$ avaient été amassés. Qu'en sera-t-il cette année? Il n'en tient qu'à vous...!

PUBLICITÉ

COLLOQUES

Production agro-industrielle

L'Association professionnelle des géographes du Québec (APGQ) et le Département de géographie de l'UQAM organisent un débat-colloque le 20 novembre, de 13 h 30 à 17 h 15, à la salle A-1824 du pavillon Hubert-Aquin. Le colloque reprendra en soirée à 19 h à la salle R-M130 du pavillon des Sciences de la gestion. Chaque période de débats sera suivie d'une période de questions.

On y discutera entre autres du modèle de développement associé à la production agro-industrielle : doit-on le poursuivre aveuglément ou explorer de nouvelles avenues? Au Québec comme ailleurs dans le monde des

voix s'élèvent pour questionner le modèle dominant en agriculture, les effets des accords de libre-échange sur le monde agricole, les modes de production, la *malbouffe*, etc. Des réseaux mondialisés de paysans-agriculteurs se forment et tissent de nouvelles solidarités autour d'un projet commun, celui de vivre et de produire autrement.

Prendront part au débat de nombreux professeurs de l'UQAM, de l'UQTR, de l'UPA, de l'Union paysanne du Québec, etc. Daniel Pinard, le populaire auteur et animateur de Télé-Québec sera conférencier en soirée, à compter de 19 h.

Rencontre annuelle du TOXEN

Avis aux intéressés! C'est le 29 novembre prochain, au pavillon des Sciences biologiques, rue Saint-Alexandre, que se tiendra le colloque annuel du Centre de recherche en toxicologie de l'environnement (TOXEN). Lieu de rencontre et d'échange pour les professeurs, les étudiants et le personnel associés au Centre, l'événement est aussi une occasion pour tous d'en apprendre davantage sur les travaux de recherche qui s'y mènent. Problème de contamination au mercure, cancer chez la population de bélugas, transport de cadmium dans les cellules de la truite arc-en-ciel, effets des insecticides chez le ouaouaron, contamination maternelle aux métaux lourds et développement fœtal, voilà autant de thèmes qui seront abordés par les participants.

Après un mot de bienvenue de Mme Alice Hontela, directrice du Centre, une première session, présidée par M. Alexandru Mateescu, présentera des communications portant sur

«le stress oxydatif et les mécanismes de toxicité intracellulaire». La seconde partie du colloque, présidée par Mme Catherine Jumarie, sera consacrée à la «toxicologie de l'environnement». À noter qu'une vingtaine d'affiches scientifiques feront l'objet d'une exposition, tandis qu'une conférence de M. Douglas Templeton, chercheur à l'Université de Toronto, reconnu pour ses travaux en toxicologie clinique et moléculaire, figure également au programme. Ajoutons que le Centre TOXEN profitera de la rencontre pour décerner à ses étudiants méritants plus de 10 000 \$ en bourses d'excellence. Des prix pour les meilleures présentations orales et affiches scientifiques seront aussi remis en fin de journée. Pour plus d'informations, on communique avec Mme Guylaine Ducharme, au 987-3000 poste 7920.

Sur Internet :

www.er.uqam.ca/nobel/toxen

Défis de la presse alternative

Les 23 et 24 novembre prochains, se tiendra à l'UQAM un colloque portant sur les défis et les enjeux actuels de la presse alternative et communautaire. Organisé par le Service aux collectivités de l'Université et le magazine *Recto Verso*, l'événement réunira notamment des invités internationaux, des artisans et des chercheurs. Plusieurs thèmes seront abordés : le défi de la diversité et de la créativité à l'heure de la mondialisation, les nouvelles manières de conce-

voir l'information et les nouvelles expressions du politique, ainsi que les liens entre la presse alternative et les divers mouvements sociaux. Le colloque soulignera également le 50^e anniversaire de Revue Vie ouvrière, la corporation éditrice du magazine *Recto Verso*. Pour de plus amples informations : (514) 523-5998, poste 28.

Sur Internet :

www.cmaq.net/colloque

ERRATUM

Dans l'article «La mémoire vive du théâtre franco-canadien», paru à la page 5 de la précédente édition de notre journal, il fallait lire que le Colloque sur les théâtres québécois et franco-canadien au 20^e siècle, organisé par Mme Hélène Beauchamp et son collègue de l'Université de Montréal, M. Gilbert David, aura lieu les 23 et 24 novembre prochains.

Nos plus sincères excuses aux lecteurs.

Place aux jeunes... chercheurs !

Le nouvel art du portrait

Céline Séguin

Recrutée il y a deux ans par le Département d'études littéraires, Lucie Desjardins, triplement diplômée de l'UQAM, fait partie d'une relève prometteuse. À 36 ans, elle vient de publier son premier livre, *Le corps parlant. Savoirs et représentations des passions au XVII^e siècle*. Depuis son embauche, elle a collaboré à six ouvrages collectifs et signé cinq articles scientifiques, auxquels s'ajoutent une dizaine de communications et l'organisation de trois colloques. Actuellement, elle assume la direction de son module, tout en menant des travaux originaux sur la littérature des XVII^e et XVIII^e siècles. Pas étonnant que sa candidature ait été retenue lors du concours «Établissement de jeunes chercheurs» du Fonds FCAR. Grâce à une subvention de 45 000 \$, elle entend étudier l'art du portrait et sa transformation, entre 1650 et 1770, comme représentation de l'intimité.

La mode du portrait

C'est au milieu du XVII^e siècle, en France, que le portrait s'affirme comme genre littéraire, rappelle d'emblée Mme Desjardins. Pour la société raffinée qui s'épanouit dans les salons des précieuses, le portrait devient un vrai jeu mondain. «Les portraits reposaient sur des métaphores extrêmement codées et des descriptions très détaillées. Toujours, on tentait d'établir un lien entre le physique et le psychique, entre des traits corporels et des traits moraux. Par exemple, elle est bien faite (bouche de corail, taille fine...) et possède telle ou telle qualité de cœur et d'esprit. Qui est-elle?» Cet art du portrait qui visait, à partir d'une représentation corporelle, à révéler les ressorts les plus secrets de l'être, connaîtra un succès considérable, jusqu'à devenir, selon Mme Desjardins, un parcours obligé, dès lors qu'il s'agissait de décrire des personnages.

Ainsi, précise-t-elle, de *Clélie* (1654-1660) de Madeleine de Scudery, jusqu'à *Julie ou la nouvelle Héloïse* (1761) de Jean-Jacques Rousseau, les textes mettant en scène des portraits se multiplient, dans un contexte marqué par la diffusion des miroirs et des miniatures. «Les portraits, descriptifs ou peints, vont figurer comme motif récurrent dans les romans, les pièces de théâtre ou les mémoires écrits au cours de cette période. Avec mon équipe, j'ai dépouillé des centaines de textes publiés entre 1650 et 1770. Or, 240 documents contenaient des portraits littéraires et 180 avaient pour thème des portraits peints. C'est dire l'importance accordée à ce mode de représentation».

Le moi révélé

L'analyse des recueils de portraits, de même que l'examen des recommandations faites aux peintres,



Photo : Sylvie Trépanier

Lucie Desjardins, professeure et directrice du module d'études littéraires.

montrent, selon Mme Desjardins, qu'on attend du portrait qu'il ne se limite pas à la retranscription des traits du corps, mais qu'il soit un révélateur de l'âme : vices et vertus, passions et désirs, caractère et tempérament. En même temps, dit-elle, cette capacité à atteindre l'invisible par le visible fait l'objet d'une importante critique. «Le contrôle et le travail du corps, on en est déjà très conscient au XVII^e siècle : des manuels expliquent comment montrer certains sentiments et en dissimuler d'autres. Dès lors, des questions surgissent. Quel est ce moi qui se donne à voir? Le corps suffit-il à connaître l'autre? Qu'est-ce qui constitue l'individu, ou ce qu'on appellera plus tard, le sujet?» Bref, dit-elle, on s'interroge. Finalement, ce qui se posera comme révélation, c'est que l'on est toujours en représentation. Dans le cadre de son projet, la jeune chercheuse tentera donc de comprendre comment le portrait devient un lieu où s'incarnent aussi bien «les plus vives espérances sur les possibles d'une représentation du corps apte à livrer l'intériorité», que «les plus grandes inquiétudes sur un monde dominé par les apparences».

Un siècle à revisiter

Comment en est-elle venue à s'intéresser aux textes écrits à l'époque de Louis XIV? Tout simplement en lisant un texte de Pascal qui l'a fascinée et sur lequel elle a écrit son mémoire. Puis, elle a commencé à constituer un corpus de textes moins canoniques. «Tant sur le plan de l'enseignement, que sur celui de la recherche, on a souvent réduit le

XVII^e siècle aux auteurs archi-connus que sont Molière, Racine, Corneille ou Lafontaine. Pour ma part, je ne travaille pas sur ceux-là.» En fait, ajoute-t-elle, il y a nombre de petits auteurs intrigants et passionnants qui, dès cette époque, vont poser des questions sur les problèmes qui l'intéressent : qu'est-ce que l'identité? comment le corps peut-il exprimer l'émotion? comment traduire l'intériorité?

C'est ainsi que dans le cadre de son doctorat en sémiologie, elle chercha à montrer comment différents savoirs sur le corps, notamment ceux figurant dans les traités de médecine du XVII^e, vont faire retour dans la littérature pour servir à décrire les personnages et leurs émotions. «J'ai travaillé sur un médecin, Marin Cureau de La Chambre, qui dressa pendant 2 000 pages une liste de signes de passion : la peur provoque le teint pâle et l'ouverture de la bouche, la stupeur entraîne des sueurs et des tremblements, etc. C'était présent en médecine, mais aussi dans les textes sur l'art, les discours d'usage, les récits, et je me suis penchée sur cette circulation des savoirs.» De là, elle s'est intéressée au portrait, tant du point de vue de l'engouement qu'il a suscité, que des critiques qu'il a soulevées. «Dans mon projet actuel, ce qui m'intéresse surtout, c'est de voir comment le portrait, en même temps que les notions d'identité et d'intimité, va véritablement se transformer entre les XVII^e et XVIII^e siècles. Pourquoi? Je ne le sais pas encore mais je compte bien le découvrir.»

Pour stimuler à Montréal un discours novateur sur le patrimoine

Claude Gauvreau

Églises, habitats, jardins, places commerciales, sites industriels et ferroviaires, sont bien plus que des environnements ou des objets architecturaux. Pour Luc Noppen, titulaire de la nouvelle chaire de recherche du Canada sur le patrimoine urbain, ils sont avant tout des lieux de mémoire, des paysages qui réunissent les ingrédients d'une identité sociale et culturelle. Luc Noppen a enseigné 29 ans à l'Université Laval et est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'architecture et la culture du Québec. Les recherches qu'il a menées, tant en Amérique qu'en Europe ou en Afrique, lui ont valu une réputation internationale. Adeptes de la recherche-action, il a aussi collaboré à plusieurs projets d'aménagement et de mise en valeur du patrimoine. Caractériser, conserver, valoriser le patrimoine urbain montréalais et faire de la Métropole un vaste laboratoire pour mieux comprendre les rapports entre le patrimoine et les identités culturelles dans les villes du XXI^e siècle. Tels sont les grands objectifs de sa Chaire.

L'originalité du lieu

Pour Luc Noppen, il est fabuleux de pouvoir trouver dans les quartiers de Montréal une aussi grande variété d'habitats et de styles architecturaux, sans compter les groupes ethniques qui se sont appropriés culturellement le paysage. Mais il y a peu d'efforts investis dans la conservation. «La plupart des Montréalais ne sont pas nés dans la rue où ils habitent maintenant. Il y a une migration formidable et le défi pour Montréal consiste à convaincre ces gens de l'intérêt de conserver les éléments du cadre bâti provenant des générations antérieures. Il est difficile, par exemple, d'expliquer à un restaurateur vietnamien qu'il ne peut pas faire peindre la pierre grise de son édifice en orange parce que la pierre grise est typique de Montréal. Pour lui, ça ne veut rien dire culturellement».

Un simple bâtiment, explique Luc Noppen, peut être le miroir d'une identité, le lieu d'ancrage d'une mémoire individuelle ou collective. «Conserver une maison ne pose pas trop problème, mais dès qu'il s'agit d'Église, de bâtiment industriel ou d'un site un peu complexe, se pose

alors la question de leur affectation. Il existe déjà des histoires de réussite en matière de bonne gestion du patrimoine urbain. Si le maire L'Allier a été réélu à Québec, c'est dû en partie à la revitalisation du quartier Saint-Roch. À Montréal, le recyclage à des fins d'habitation des bâtiments industriels désaffectés est aussi un succès».

Luc Noppen est convaincu qu'il faut chercher l'originalité du lieu dans le lieu. «Souvent, les gens se promènent dans les rues de Montréal en se disant que tel édifice ressemble à tel autre se trouvant à Boston ou à New York. On trouverait ridicule qu'un Parisien se ballade dans les rues de Paris en tentant de voir si l'architecture s'apparente à celle de Montréal. Alors pourquoi le fait-on ici? Les gens ont tendance à défendre un élément du patrimoine parce qu'il est représentatif de quelque chose d'important ailleurs.»

Une masse critique de chercheurs

Ce qui fait l'originalité du programme de recherche de la Chaire, c'est à la fois son objet et son approche. Le patrimoine urbain recouvre en effet des enjeux non seulement esthétiques, mais aussi économiques, sociaux et politiques, exigeant une approche multidisciplinaire. «Jusqu'à tout récemment, précise M. Noppen, on a géré le patrimoine en vase clos. On ne peut pas isoler un arrondissement ou un quartier, ni se désintéresser des problèmes de transport ou de circulation. Aujourd'hui, la gestion du patrimoine est devenue une gestion de ville».

Dans le domaine du patrimoine, ajoute-t-il, on procède par accumulation et on finit par avoir un territoire patrimonialisé de plus en plus vaste. «Évidemment, ce n'est pas la Chaire qui va régler tous ces problèmes, Mais il existe à l'UQAM une masse critique de chercheurs, notamment en histoire de l'art, en design, en géographie, en études urbaines et touristiques, et en histoire. Nous travaillerons en réseau afin de mieux saisir les multiples dimensions du patrimoine urbain. Nous devons surtout faire le lien entre les disciplines plus économiques, comme en gestion, et celles davantage culturelles».

Affirmer l'identité locale

À l'heure de la mondialisation, on peut craindre, selon M. Noppen,

une répétition des formules gagnantes dans la plupart des grandes villes. «Dans le concert de la mondialisation, devant les menaces d'uniformisation et d'homogénéisation, tout le monde cherche à affirmer une identité particulière, locale ou régionale. L'élément patrimonial, c'est-à-dire la relation au lieu, à l'histoire et à la mémoire, prend alors toute son importance. Beaucoup de choses deviennent précieuses parce qu'elles construisent la différence».

Il faut aussi tenir compte des phénomènes de mélanges culturels, de mixités ethniques et de migrations croissantes propres aux grandes villes. «Traditionnellement, souligne M. Noppen, des personnes vont se battre pour la maison de leurs parents ou pour la rue de leur enfance. Mais, aujourd'hui, comment intéresser des populations mouvantes aux qualités paysagères? Plus on peut décréter la spécificité montréalaise, grâce aux opérations de caractérisation des objets, plus on peut rassurer les gens, d'où qu'ils viennent, sur la valeur du lieu où ils habitent et les conforter dans leur choix de s'être établis ici. Plus on connaît les lieux que l'on habite, pour des raisons autres que sentimentales ou affectives, plus on fait une défense consciente du patrimoine. Parmi 200 personnes qui veulent conserver un bâtiment, on peut trouver 200 raisons différentes. Devant une telle dispersion, le promoteur est roi et maître. Il faut donc construire de nouvelles cohérences. Ce sera le rôle de la Chaire en créant des chantiers de recherche. Cela permettra d'affirmer Montréal comme un lieu où apparaît un discours novateur sur le patrimoine et où la gestion et l'art de vivre font bon ménage. Nous sommes en bonne position pour développer une expertise mondiale».



Photo : Andrew Dobrowskyj

M. Luc Noppen, titulaire de la Chaire du Canada sur le patrimoine urbain.

Yvan Allaire, professeur émérite de l'UQAM

Le statut de professeur émérite est une très rare distinction honorifique, attribuée par le Conseil d'administration de l'UQAM en reconnaissance d'une contribution exceptionnelle à un domaine du savoir. Yvan Allaire, ex-vice-président exécutif de Bombardier inc., est le premier professeur de l'École des sciences de la gestion à obtenir cette distinction.

Reconnu internationalement dans le domaine de la stratégie d'entreprise, M. Yvan Allaire a su allier un brillant parcours universitaire à une fructueuse carrière dans le monde des affaires. Son enseignement, ses recherches ainsi que son engagement dans l'entreprise ont inspiré plusieurs générations d'intellectuels et d'administrateurs œuvrant en gestion. À l'ESG où il a enseigné de 1973 à 1996, il a contribué à la mise sur pied du programme de MBA pour cadres et du doctorat conjoint en administration qu'il a lui-même dirigé. En 1995, il a obtenu de la Fondation J. Armand-

Bombardier, l'octroi de la Chaire Bombardier en gestion des entreprises

transnationales, dont il a été le premier titulaire.



Photo : J.-A. Martin

De gauche à droite, M. Roch Denis, recteur de l'UQAM, M. Yvan Allaire et M. Jean Ducharmes, doyen de l'ESG.

GEOTOP-UQAM-McGill

Le GEOTOP souhaite changer de nom. Cet acronyme désignait jusqu'à maintenant le Centre de recherche en géochimie isotopique et en géochronologie, créé en 1975, par le chercheur Claude Hillaire-Marcel, du Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère. Si le Conseil d'administration approuve, à sa réunion du 20 novembre, la nouvelle appellation proposée par le Conseil de recherche du GEOTOP et appuyée par le Conseil académique de la

Faculté des sciences, ce centre d'excellence, parmi les plus réputés et dynamiques de l'UQAM, portera le nom officiel de *GEOTOP-UQAM-McGill : Centre de recherche en géochimie et géodynamique*. La nouvelle appellation, précise-t-on, aura pour effet de refléter à leur juste valeur les collaborations inter-institutionnelles en action au sein du GEOTOP, tout en conservant l'acronyme, reconnu depuis plus de 25 ans par la communauté scientifique.

Nouvelle chaire fédérale sur les questions de sécurité

Une neuvième chaire de recherche du Canada, dirigée par le politologue Albert Legault, sera bientôt créée au sein de la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM.

Dans un contexte de mondialisation et d'évolution rapide de la situation internationale, la chaire, dont le nom officiel n'est pas encore connu, s'intéressera aux enjeux complexes liés aux problèmes de sécurité.

Les relations civilo-militaires, les nouveaux domaines de sécurité, l'avenir du maintien de la paix, le rôle des États du sud de la Méditerranée et

la politique étrangère et de défense du Canada comptent parmi les thèmes de recherche qui y seront développés.

Albert Legault, professeur à l'Université Laval depuis 1969 et auteur de plusieurs ouvrages et articles scientifiques, entrera en fonction à l'UQAM en janvier 2002. Membre de la Société Royale du Canada depuis 1977, docteur *honoris causa* de l'Université de Paris et récipiendaire de nombreux prix et distinctions, M. Legault s'est aussi fait connaître pour son rôle de conseiller auprès du gouvernement fédéral et de la Délégation canadienne à l'ONU lors de sessions extraordinaires sur les questions de désarmement.

Soccer à l'honneur

Trois joueurs des Citadins et un entraîneur figurent parmi les étoiles de la ligue universitaire de soccer récemment dévoilées par la Fédération québécoise du sport étudiant (FQSE). Les joueurs Marie-Claude Sansoucy (milieu de terrain), Merzak Boukhatem (arrière) et Jacob Jacques (milieu de terrain) se sont

ainsi vu récompenser pour «leurs efforts, leurs talents et leur esprit d'équipe», tandis que Laurence Labonté a raflé le titre d'entraîneur de l'année. Fort apprécié des joueuses, M. Labonté en est à sa deuxième année comme entraîneur de l'équipe féminine de soccer de l'Université.

Le CEIM appuyé par le gouvernement Landry



Photo : Sylvie Trépanier

Lors de l'inauguration du Centre études internationales et mondialisation (CEIM), le premier ministre du Québec, M. Bernard Landry, a annoncé que son gouvernement verserait une première subvention de 300 000 \$ à partager également entre le CEIM et

la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Le CEIM, dirigé par le professeur Christian Deblock du Département de science politique, devient le plus important regroupement de chercheurs en relations internationales dans le

milieu universitaire québécois. On aperçoit sur la photo, de gauche à droite, M. Roch Denis, recteur de l'UQAM, M. Christian Deblock, directeur du CEIM, et M. Bernard Landry.

PUBLICITÉ

Éducation des adultes : Avis de l'UQAM

Angèle Dufresne

Appelée à se prononcer sur le projet gouvernemental, déposé en juin 2001, par les ministres Legault et Rochon, intitulé *Projet de politique de l'éducation des adultes dans une perspective de formation continue – La passion du savoir* (MEQ), l'UQAM déposait à la Commission des études du 16 octobre dernier son «Avis» dans l'espoir que le gouvernement incorpore ses commentaires à sa politique, annoncée pour décembre 2001.

L'UQAM a donc délégué à la rédaction de l'Avis six personnes parmi les plus impliquées dans l'éducation des adultes à l'Université : Mmes Francine Boudreault, directrice des Centres d'études universitaires et de la Formation continue, Liliane Goulet, directrice des Services aux collectivités, Claire Pinard, du Bureau de la recherche institutionnelle ainsi que MM. Robert Couillard du Bureau des études, Paul Bélanger, directeur du Centre interdisciplinaire de recherche et de développement sur l'éducation permanente (CIRDEP) et Pierre Doray, professeur au Département de sociologie et membre du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST).

Rappelons que le projet gouvernemental, résultant de discussions

avec les milieux de l'éducation, des entreprises et de l'action communautaire visait quatre objectifs principaux : maintenir et rehausser le niveau de compétence des adultes; assurer une formation de base à tous les adultes; valoriser les acquis et les compétences; et lever les obstacles à l'accessibilité et à la persévérance.

Les points saillants de l'Avis de l'UQAM sont les suivants :

- L'UQAM appuie les commentaires du président de la CREPUQ (et président de l'UQ), M. Pierre Lucier, énoncés dans une lettre au ministre Legault et reconnaît l'importance de mener une action vigoureuse en faveur de l'apprentissage des adultes qui doit toutefois demeurer indissociable des exigences et des objectifs des programmes d'études universitaires.
- Deux enjeux majeurs de société sont négligés dans le projet politique : la démocratisation de l'accès au savoir et du soutien à la société civile; l'organisation à l'université de l'éducation et de la formation continue des adultes.
- L'Avis reconnaît le caractère stratégique d'une politique de formation continue pour le Québec, le bien-fondé des constats qui ont conduit au projet et les définitions des ex-

pressions «éducation des adultes» et «formation continue» retenues par le projet.

- L'Avis fait sien de manière générale les principes directeurs, les orientations et la plupart des mesures envisagées dans le projet gouvernemental, à la condition que les aspects reliés à la participation des individus et des groupes à la société civile soient véritablement pris en compte dans le projet final.
- Dans l'état actuel du projet, peu de mesures appuient concrètement l'exercice des droits démocratiques collectifs et individuels, alors que des mesures structurantes sont proposées pour favoriser la formation de la main-d'œuvre.
- Constatant que le projet demeure à peu près muet sur la richesse de la formation continue déjà dispensée dans les universités, l'Avis rappelle les principaux éléments propres aux universités en général et de l'UQAM en particulier, en réponse aux nouveaux besoins en formation des adultes.
- L'Avis appuie l'idée d'une stratégie collective de mise en œuvre pour lever les obstacles à l'accessibilité et à la persévérance des adultes. L'UQAM y œuvre déjà par la révision périodique de son offre de for-

mation, par la réorganisation en cours de ses programmes de formateurs d'adultes et par la révision de ses services offerts aux adultes, prenant notamment appui sur le progrès technologique et la formation à distance.

- En conclusion, l'Avis souhaite que le projet encourage le développement de la recherche sur l'éducation des adultes et la formation continue et que les moyens de la mise en œuvre de la politique soient connus le plus rapidement possible.

Le projet de doter le Québec d'une politique sur l'éducation des adultes est dans l'air depuis plusieurs années. Les principales étapes qui ont

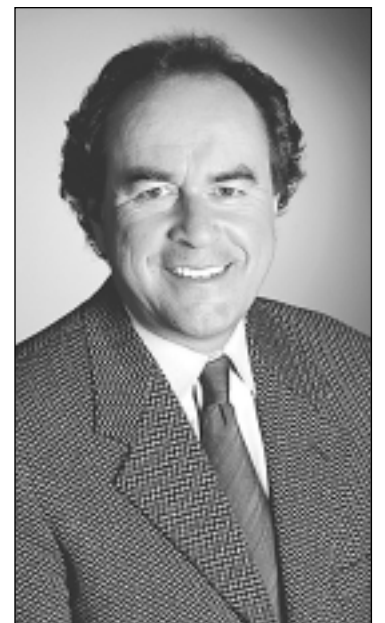
mené au projet de politique actuel remontent, notamment, à 1997 lorsque que le plan d'action du ministère de l'Éducation *Prendre le virage du succès* ciblait la formation continue comme l'une des grandes orientations de la réforme de l'éducation au Québec. Le ministère produisit un document de consultation en 1998, confirmé en 1999 par le rapport final de Paul Inschaupé, *Vers une politique de la formation continue*, puis en 2000, un autre document ministériel *Pour une politique de l'éducation des adultes dans une perspective de formation continue* voyait le jour. Enfin, en juin 2001, le ministère produisit son *Projet de politique*, auquel l'UQAM réagissait par son récent «Avis».

Jean-François Lépine nommé à la Chaire Raoul-Dandurand

C'est le journaliste bien connu de Radio-Canada, Jean-François Lépine qui succède à Claude Castonguay au poste de président du conseil de direction de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM. M. Castonguay occupait cette fonction depuis janvier 1996.

Titulaire d'une maîtrise en science politique de l'UQAM et boursier de l'Institut québécois des relations internationales, Jean-François Lépine est grand reporter et spécialiste de l'information internationale à la télévision de Radio-Canada, depuis de nombreuses années. Sa vaste expérience et sa compréhension des enjeux politiques et sociaux sauront influencer les orientations et le développement de la Chaire.

Créée en 1996, la Chaire Raoul-Dandurand s'est donné une mission d'information, de formation, de recherche, d'expertise et de consultation auprès des universités, des organismes



d'État, des organisations internationales et du secteur privé sur les questions stratégiques et diplomatiques. La Chaire est dirigée par le professeur Charles-Philippe David du Département de science politique et de droit.

LETTRES DES LECTEURS

Bourses à la mobilité à l'ESG

Dans l'article «Une bourse qui peut vous mener loin» paru dans l'édition du 22 octobre du journal *L'UQAM*, il est mentionné au deuxième paragraphe présentant les critères d'admissibilité aux bourses à la mobilité étudiante du ministère de l'Éducation du Québec, qu'une moyenne cumulative d'au moins 3.20/4.30 était requise. Cette information est incomplète et risque de décourager d'excellents candidats.

Lors d'une consultation par courriel faite par madame Lynn Drapeau, vice-receptrice à la formation, auprès des facultés et école, il fut convenu d'adopter le texte suivant :

Pour être admissible au programme, le candidat doit avoir une moyenne cumulative d'au moins 3.20/4.30. Le candidat ayant une moyenne cumulative égale ou supérieure à 2.80/4.30 peut exceptionnellement être admissible après étude de son dossier par l'école ou la faculté.

Cette précision faite, nous vous serions gré de bien vouloir publiciser cette information afin que le plus grand nombre d'étudiants puisse prendre cette ouverture en considération dans leur réflexion quant à la possibilité de réaliser un échange interuniversitaire dans le cadre de leurs études à l'UQAM. (...) L'ESG étudiera toute candidature supérieure à 2.80/4.30. (...)

Carole Lamoureux
Directrice des études
École des sciences de la gestion

PUBLICITÉ

Études à temps complet : un record au premier cycle

Céline Séguin

Les étudiants à temps complet au premier cycle représentent maintenant 52 % des effectifs, un record! Dès lors, même si la population étudiante a diminué légèrement (2,4 %) cet automne, l'UQAM a néanmoins enregistré une hausse (1,4 %) en termes d'étudiants équivalents temps complet (EETC), critère servant de base de calcul au MEQ dans le cadre du financement des universités. Ce sont-là certains des constats qui se dégagent du rapport que vient de déposer la registraire, Mme Claudette Jodoin, aux membres de la Commission des études.

Légère diminution des inscriptions au premier cycle et accroissement du nombre d'étudiants aux cycles supérieurs figurent parmi les autres tendances — déjà pressenties par le *Journal* dans son édition du 22 octobre dernier — qui ressortent des *Statistiques d'inscription - Automne 2001*. Cette récente compilation permet toutefois d'obtenir un portrait plus précis de la situation, notamment selon le cycle, le régime d'étude, les facultés et les EETC (un EETC correspond, grosso modo, à 30 crédits par année).

Augmentation des EETC

Il semble que l'évolution croisée observée cet automne, soit la baisse des effectifs globaux et la hausse des EETC, tient essentiellement à deux facteurs. D'une part, apprend-on, le tiers de la perte totale en étudiants (313 sur 944) provient des études hors-Canada en sciences de la gestion. Or, comme ces études ne sont pas subventionnées, la baisse n'a pas généré de diminution des EETC. D'autre part, ce sont les inscriptions à temps partiel qui ont chuté (-5,4 %), alors que le nombre d'étudiants inscrits à temps plein a augmenté (+0,8 %), en particulier au 1^{er} cycle où ils sont passés de 49,9 à 52,1 %. Résultat de tout cela? Au total, un peu moins d'in-

dividus, certes, mais — et c'est une bonne nouvelle — un peu plus d'EETC.

En examinant plus à fond les données du Registrariat, on constate que les EETC ont surtout augmenté en gestion et design de la mode (25 %), mais aussi en science politique et droit (8 %), ainsi qu'en sciences humaines et en arts (4 %). Du côté de l'éducation, des lettres, langues et communications, et des sciences de la gestion, la situation serait stable. En fait, seule la Faculté des sciences enregistre une diminution sensible (5 %) des EETC; la fermeture de certains de ses programmes contribuant, fort probablement, à expliquer le phénomène.

Cycles supérieurs à la hausse

Comme le montraient déjà les données préliminaires rendues publiques en octobre dernier par la CRE-PUQ, les inscriptions ont diminué au 1^{er} cycle, mais sont à la hausse aux cycles supérieurs (voir tableau). Au 2^e cycle, le nombre d'étudiants s'accroît de 2,8 % et il en va de même (+4,1 %) des EETC. Bien que le phénomène se manifeste avec moins d'ampleur au 3^e cycle, on y observe malgré tout des hausses de 1,4 % en termes d'individus et de 1,6 % en EETC. La clientèle des cycles supérieurs représente maintenant 15 % des effectifs globaux de l'Université.

Évidemment, la situation varie d'une faculté à l'autre, en raison notamment du type de formation dispensée, de l'éventail de programmes offerts et des clientèles visées. Néanmoins, on constate que la part relative des étudiants des cycles supérieurs franchit le cap du 15 % dans trois facultés. Ainsi, à la Faculté des sciences humaines, plus d'un étudiant sur quatre (26 %) est inscrit aux cycles supérieurs. C'est le cas d'environ un étudiant sur cinq à la Faculté de science politique et de droit (21 %) et à la Faculté des sciences (18 %). Dans

Nombre d'étudiants inscrits à la session d'automne 2001 selon le cycle et les facultés, et évolution des effectifs, d'après les données du Registrariat

	1 ^{er} cycle	2 ^e cycle	3 ^e cycle	Autre	Total Aut. 2001	Variation Aut. 2000
Arts	2 464	278	82	—	2 824	+ 1,5 %
Éducation	4 488	288	58	—	4 834	- 2 %
Lettres, langues et communication	3 744	412	118	—	4 274	0 %
Mode	368	—	—	—	368	+ 25 %
Sciences politique et droit	1 155	249	51	—	1 455	+ 5,5 %
Sciences	3 315	574	158	—	4 047	- 6,1 %
Sciences de la gestion	10 387	1 466	91	607 *	12 551	- 7,9 %
Sciences humaines	3 340	661	519	—	4 520	+ 1,6 %
Étudiants libres, visiteurs	2 693	474	56	—	3 223	+ 7,5 %
Auditeurs	—	—	—	118	118	—
Total Automne 2001	31 954	4 402	1 133	725	38 214	- 2,4 %
Variation Automne 2000	- 2,2 %	+ 2,8 %	+ 1,4 %	- 32,8 %	—	—

* Études hors-Canada et bachotage

trois autres facultés, soit en Arts, en Lettres, langues et communications, et en Sciences de la gestion, cette clientèle représente 12 % des effectifs. Enfin, leur importance relative chute à 7 % au sein de la Faculté d'éducation.

Effectifs globaux

À l'automne 2001, 38 214 étudiants ont franchi les portes de l'UQAM. Ils se sont répartis presque également entre un régime d'étude à temps partiel (50,1 %) et un régime d'étude à temps complet (49,1 %). À elle seule, l'École des sciences de la gestion regroupe le tiers des effectifs étudiants, tandis qu'au moins une personne sur dix fréquente les facultés d'éducation, de sciences humaines, de lettres, langues et communications ou de sciences (voir figure).

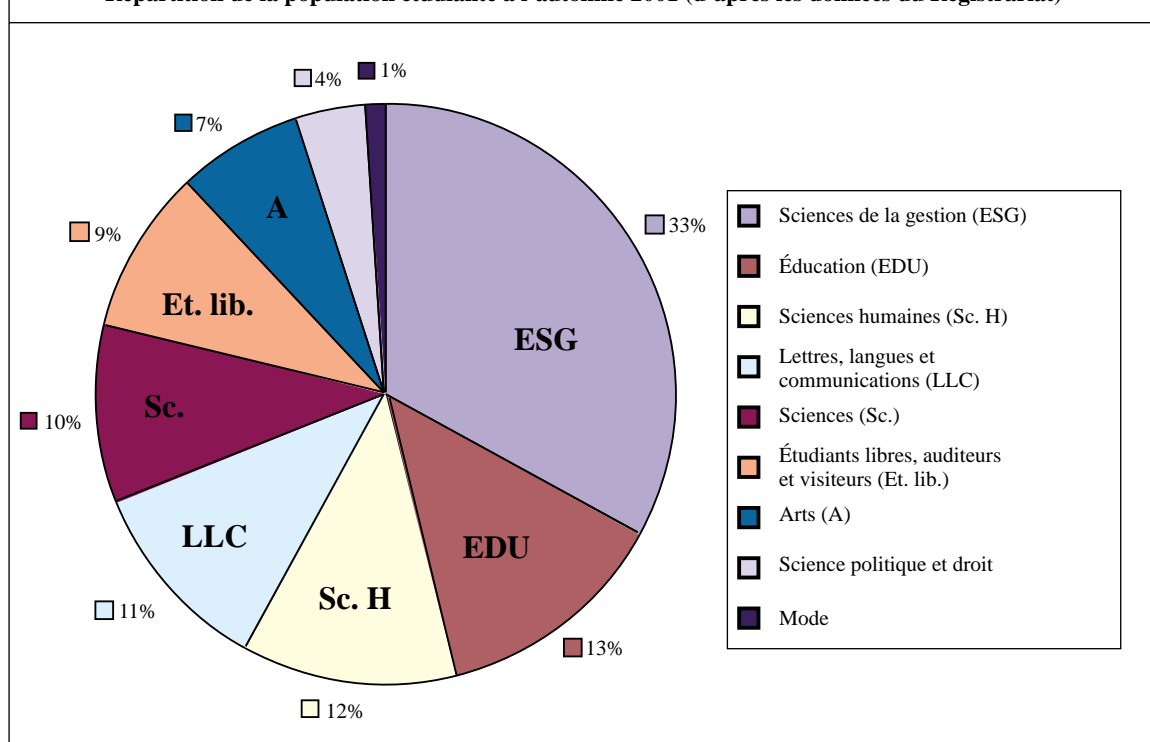
Fait à noter, le nombre d'étudiants libres et d'auditeurs a augmenté de 7,5 % par rapport à l'an dernier.

Ils représentent maintenant 9 % des personnes inscrites à l'Université et 6 % des EETC. Par ailleurs, près de 3 000 étudiants fréquentent l'un des Centres d'études universitaires (CEU) de l'UQAM. Un étudiant sur dix (9,1 %), au premier cycle, est inscrit dans un CEU, celui de Laval regroupant à lui seul plus de mille personnes.

Enfin, il semble que la très grande majorité des étudiants de l'Uni-

versité soient en fait... des «étudiantes»! En effet, les femmes représentent 61,9 % de la population étudiante, leur poids relatif s'étant encore accru par rapport à l'an dernier (61,7 %). La tendance est manifeste dans l'ensemble des universités puisque, selon Statistique Canada, les femmes représentaient 57 % de l'ensemble des étudiants universitaires au pays en 1999-2000, soit une hausse de 3 % par rapport à l'année 1992-1993.

Répartition de la population étudiante à l'automne 2001 (d'après les données du Registrariat)



PUBLICITÉ